

## Communiqué de presse

Berne, 12 Juin 2026

# Sécurité d'approvisionnement grâce à l'énergie éolienne

Le Conseil fédéral a adopté aujourd'hui le message relatif à l'initiative pour la protection des forêts et à l'initiative pour la protection des communes, et recommande de les rejeter. L'aeesuisse soutient fermement cette position. En collaboration avec des représentants du secteur de l'énergie, des associations professionnelles et des organisations environnementales, l'aeesuisse a fondé cette semaine une alliance contre ces initiatives obstructionnistes. En effet, ces initiatives limiteraient fortement le développement de l'énergie éolienne en Suisse et affaibliraient ainsi la sécurité d'approvisionnement.

Dans son message, le Conseil fédéral constate que les préoccupations des deux initiatives sont déjà prises en compte dans le droit en vigueur. Tant la protection de la forêt que le droit de regard des communes concernées sont aujourd'hui suffisamment réglementés. Du point de vue de l'aeesuisse, il n'y a donc pas lieu de légiférer davantage.

## L'énergie éolienne est essentielle pour l'approvisionnement hivernal

Les deux initiatives prétendent vouloir protéger la nature et la population. En réalité, elles auraient surtout pour effet de bloquer largement le développement de l'énergie éolienne en Suisse. Cela poserait un problème sur le plan de la politique énergétique : l'énergie éolienne apporte une contribution importante à l'approvisionnement en électricité, en particulier pendant les mois d'hiver, et constitue ainsi un élément essentiel d'un approvisionnement énergétique sûr, renouvelable et aussi indépendant que possible. Les initiatives bloquent donc non seulement le développement de l'énergie éolienne, mais elles torpillent également la transition énergétique souhaitée par le peuple suisse. « Ces deux initiatives font miroiter une protection que la loi garantit déjà pleinement aujourd'hui », déclare Fabienne Thomas, codirectrice d'aeesuisse et coprésidente de l'Alliance. « En réalité, elles conduisent toutefois à un blocage de notre production d'électricité hivernale et mettent ainsi en péril la sécurité d'approvisionnement et les objectifs énergétiques auxquels la Suisse et son électorat se sont clairement engagés à plusieurs reprises. »

## Large alliance contre les initiatives obstructionnistes

Le 10 juin 2026, une large alliance regroupant le secteur de l'énergie, des associations professionnelles, des défenseurs de l'énergie éolienne et des organisations environnementales a fondé à Berne une association visant à lutter contre les initiatives obstructionnistes. Parmi les membres fondateurs figurent l'association faîtière de l'économie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique aeesuisse, l'Association des entreprises électriques suisses (AES), la Fondation suisse pour l'énergie (SES), Xpo ainsi que Suisse Eole et Pro Wind Suisse. L'association est coprésidée par Fabienne Thomas, codirectrice d'aeesuisse, et Jan Flückiger, responsable des affaires publiques à l'AES. L'Alliance est unanime : l'énergie éolienne est un pilier indispensable de l'approvisionnement futur en électricité de la Suisse en hiver. L'acceptation des deux initiatives rendrait de facto impossible le développement de l'énergie éolienne et mettrait ainsi en péril la sécurité d'approvisionnement, l'indépendance énergétique et les objectifs climatiques de la Suisse.

aeesuisse  
Falkenplatz 11  
CH-3012 Bern  
T +41 31 301 89 62

**aeesuisse**

Association faîtière de l'économie des  
énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique

**Plus d'informations**

Fabienne Thomas, co-directrice aeesuisse et co-présidente de l'Alliance contre les initiatives obstructionnistes | 079 919 11 82

Simon Dalhäuser, responsable communication aeesuisse | 079 772 06 56

*L'aeesuisse est l'association faîtière de l'économie pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Elle représente les intérêts de 35 associations de branche et de 550 entreprises en Suisse. Dans ce sens, aeesuisse s'engage auprès de l'administration, de la politique et de la société en faveur d'une politique énergétique et climatique progressiste et durable et s'oriente pour cela vers la mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050 et la réalisation des objectifs climatiques de Paris.*